



● ● 16 avril 2015 ● ● Assemblée générale 2015 de l'association Synergies

1^{ère} partie : **L'assemblée générale, en quelques mots...**

Thierry Cloteau introduit l'assemblée générale en rappelant l'objet de l'association.

Le rapport d'activités est présenté sous forme de quizz par les animateurs. Les orientations 2015-2016 ont complété la présentation des activités.



Quelques échanges ont ponctué les temps de présentation des problématiques et défis à relever par Synergies pour 2014-2015.

Sur ce dernier point, les nouveaux projets envisagés à Synergies portent sur plusieurs thématiques :

- La mobilité et les déplacements
- La formation adultes
- L'assistance technique auprès des conseils municipaux

M. Lemosquet indique qu'il a participé à un colloque de l'ADEME sur les énergies renouvelables dans le mix énergétique. Il rappelle qu'un récent rapport de l'ADEME indique qu'un mix électrique 100 % renouvelable en 2050 est envisageable. Ce colloque permet de constater qu'il est encore difficile de parler d'énergies renouvelables, mais l'investissement citoyen, économique et techniques favorise le développement de celles-ci.

Thierry Cloteau rappelle également que les énergies renouvelables sont importantes mais que les économies d'énergies comptent aussi.

Ensuite, Jany Klus, trésorier, a présenté le **rapport financier** et a invité l'assemblée à réagir et à poser des questions.

Le compte de résultat laisse apparaître un résultat négatif de – 9 983€. Cela s'explique notamment par la fin des financements des actions « thermie ». Certaines actions ont démarré en cours d'année, tout le travail de recherche et de montage de dossiers est complètement autofinancé, ce qui explique également ce déficit.

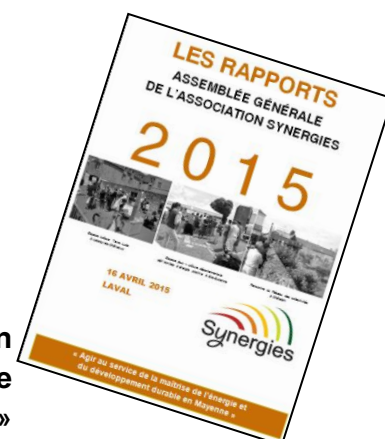
Le budget prévisionnel présente à l'heure actuelle un résultat négatif de 42 808 €, mais des actions potentielles sont en prévision. Cela s'explique également par l'augmentation des charges salariales liées à un congé maternité et compensées par des indemnités journalières, la rupture conventionnelle de Thibault, abandon du volet plus technique (thermie) de Synergies, service qui avait été sollicité par les collectivités, et la tentative de maintien de l'effectif actuel avec le retour de Bettina qui est à confirmer en fonction des engagements à venir par nos partenaires (dès juillet).

M. Le Scornet indique que concernant les aides régionales AREEP, les Mayennais sont les 1ers consommateurs notamment grâce au travail des Espaces Info Energie.

Il a également reconnu l'intérêt pour les projets de Synergies et de ses actions pour atteindre les objectifs locaux d'économie d'énergie. Les élus doivent aussi être exemplaires. Il a regretté que Synergies ne traite pas suffisamment les questions liées à la biodiversité (avec notamment les questions liées aux trames vertes et bleues).

↳ L'assemblée générale valide à l'unanimité les rapports d'activités et financiers 2014. Elle valide également à l'unanimité le résultat et affecte la somme de – 9 983 € au fonds associatif. Le budget prévisionnel est voté à l'unanimité.

Retrouvez l'ensemble des rapports de l'association Synergies sur www.synergies53.fr, rubrique « Association »



2ème partie :

« Le Climat change, et vous ? »

Pour cette 2^{ème} partie de soirée, un échange est proposé sur le thème du changement climatique et de la façon dont on peut agir pour lutter contre.

En préalable, Christophe Lemarié, responsable du service déchets et énergie du Conseil départemental de la Mayenne, rappelle des éléments sur la situation de la Mayenne en matière de changement climatique.

La Mayenne est sous perfusion énergétique, majoritairement fossile : la dépense énergétique en Mayenne représente 1,5 millions d'euros par jour.

Malgré ce constat, il est possible de passer à l'action pour réduire cette dépense. Ainsi, le Conseil départemental définit un plan départemental de maîtrise de la demande énergétique, en 53 actions concrètes.

En parallèle, de ce plan, le Conseil départemental a également développé un plan de développement des énergies renouvelables.

Christophe Lemarié rappelle également qu'un travail a été mené au sein du Conseil départemental sur l'adaptation des Mayennais au risque climatique. Deux enjeux majeurs ont été retenus : la qualité de l'eau et l'inconfort thermique estival.

Un plan d'actions, qui se décline en 4 axes, a été identifié :

- Anticiper
- Changer les comportements
- Changer les pratiques
- Entretenir la biodiversité

🗨️ La question de la plantation des arbres a une grande importance dans ce plan d'actions. Un participant fait remarquer que les arbres plantés aujourd'hui correspondent à ceux poussant actuellement une centaine de kilomètres plus au sud de la Mayenne.

Christophe Lemarié indique qu'il faut effectivement diversifier les arbres plantés afin d'anticiper le changement climatique. Le risque identifié : des températures moyennes plus lissées et des épisodes de temps plus rugueux.





Christian Roger, Maire de Guipel (35) et vice-président de la Communauté de communes du Val d'Ille poursuit la soirée en présentant les actions menées sur sa commune et sa Communauté de communes en matière de développement durable.

En 2008, la Communauté de communes adhère à la convention des Maires. Il s'agit de trois objectifs climatiques et énergétiques à respecter d'ici à 2020 afin

d'améliorer la qualité de vie du territoire. Un défi à relever qui implique de :

- Réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20%
- Réduire sa consommation d'énergie de 20%
- Porter à 20% la part des énergies renouvelables dans sa consommation finale d'énergie

En 2011, la collectivité s'engage volontairement dans l'élaboration d'un Plan Climat Énergie. En 2015, elle est reconnue par l'Etat Territoire à Energie positive pour la Croissance Verte.

Au début de leur réflexion, le principal travail mené était de faire un diagnostic. Grâce à l'analyse des points forts et des points faibles, les élus se sont aperçus qu'ils disposent d'un territoire mité. L'implantation d'éolien est donc difficile, il existe un potentiel en termes de développement photovoltaïque (qui a abouti à un diagnostic des toits pour installer des panneaux photovoltaïques, et à une réflexion sur un champ solaire). Ce diagnostic a également permis aux élus d'affirmer leur volonté de ne pas consommer de terres agricoles.

Suite à ce diagnostic, un plan d'actions multidirectionnels a été mis en œuvre.

Le 1^{er} axe d'actions porte sur les questions de l'**énergie**. Le territoire est actuellement en train de développer une plateforme de rénovation pour les particuliers.

Le 2nd axe de développement des actions concerne le **transport**. Un programme de développement des transports avec le développement de voies douces, de systèmes de locations de vélos électriques, de la multi-modalité, de la création d'espaces de covoiturage, la création de garage à vélo...

Christian Roger ajoute qu'être innovant leur a permis d'obtenir des aides et donc d'avoir des moyens humains et financiers pour développer ces nouvelles actions. Il continue en indiquant aux participants qu'il y a quelques domaines dans lesquels il ne faut pas hésiter à approfondir : l'énergie, les économies d'énergie, le climat.

Depuis le nouveau mandat, la Communauté de communes du Val d'Ille a la volonté de mettre en place dans chaque commune une culture énergie, avec un élu référent sur cette question. « *Cela fonctionne peu à peu. Les évidences sont mises sur la table et l'énergie devient prioritaire* ».

Christian Roger ajoute que pour développer une action, il faut que l'élu soit convaincu. Il faut également dépasser les freins juridiques.



Christian Roger présente ensuite les actions mises en œuvre sur sa commune, Guipel (1 690 habitants). Elle est engagée dans une politique volontariste de développement durable depuis 2008, et adhérente au Réseau Bruded.

Il rappelle que la production d'énergies renouvelables sur la commune (agriculteurs, particuliers et commune) représente 57%. Cela a été rendu possible par un effet d'entraînement des acteurs locaux et la présence d'un

chargé de mission pendant 6 mois.

La commune n'utilise plus de phyto depuis 2008.

🗨️ D'où viennent vos convictions ?

Si on se pose des questions pour tenter de nouvelles choses, c'est parce qu'on ne veut pas vivre comme nos parents. Pour garder notre niveau de vie, on doit être innovant ! Il ne faut pas avoir peur de rater.

🗨️ Qu'est-ce que le Réseau Bruded ?

BRUDED signifie Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable. Il s'agit d'un réseau de 130 communes bretonnes. Ce réseau permet l'échange d'expériences entre communes, ainsi que des animations (exemples : visites...) et des formations.

🗨️ Combien y-a-t-il d'exploitations sur votre commune ?

Guipel compte une trentaine d'exploitations d'environ 60 à 80 ha, qui sont essentiellement de l'élevage ou de la production de lait.

🗨️ Où travaillent les habitants ?

Ils travaillent principalement sur le bassin rennais, et sur le territoire dans l'artisanat.

🗨️ Les 10 communes sont mobilisées au même niveau que Guipel ?

Il y a quelques élus moteurs et d'autres suivent la dynamique. Il est important d'avoir une équipe fédérée. Des communes sont plus convaincues maintenant qu'il y a 7 ans. Il est important d'impliquer également les habitants.

🗨️ L'attention portée aux questions de l'énergie a-t-elle eu des répercussions sur le paysage urbain ?

De petites actions se mettent en place, par exemple à Guipel, la commune donne une prime de 3 000€ pour une maison passive (réduction sur le foncier), 1 000€ sur le chauffe-eau solaire...

La prise en compte des questions liées à l'énergie change la donne : par exemple sur l'orientation par rapport au soleil, la disposition et la taille des parcelles, l'optimisation des espaces verts ;

🗨️ Le SCOT du Pays de Rennes influence-t-il la Communauté de communes du Val d'Ille ?

C'est plutôt l'inverse qui se passe, le SCOT du Pays de Rennes n'est pas assez ambitieux. Le Val d'Ille influence le SCOT et les réflexions notamment en matière d'habitat.

En conclusion : Alain Marsollier (Synergies) propose de retenir quelques éléments :

- Il faut être positif car il y a des solutions
- L'impossible devient possible notamment en s'appuyant sur l'humain
- Il nous reste donc des progrès à faire !
- Quelques initiatives peuvent nous inspirer : le champ solaire, la mise en place d'un schéma intercommunal de la mobilité (on ne peut pas faire sans la voiture, mais on peut faire autrement)... Ces exemples montrent qu'il est possible de passer à l'action !

Nos partenaires financiers



Participation à l'AG

■ Personnes présentes à l'AG

Gwen Abaziou (FRCIVAM Pays de la Loire), Daniel Chataignière (salarié de Synergies), Maurice Ciron, Marina Chardron, Thierry Cloteau (Synergies - COS), Jean-Marc Coignard (Elu – Bonchamps-lès-Laval), Gisèle David (Elue - Cossé-le-Vivien), Marie-Cécile Dion (agent du Conseil Régional des Pays de la Loire), Arnaud Dubreil (salarié de Synergies), Marcel Duchemin (Elu - Evron) Michel Duval, Liqun Feng (gérant de Fengtech), Marie-Madeleine Foubert (Elue – Contest), Laurent Foucher (Synergies), Jérôme Galard (conseil de développement du Pays de Loiron), Olivier Guiton, Serge Hivet, Noëlle Illien (Elue – Olivet, copil RDC), Mickaël Jestin (DDT Château-Gontier), Jany Klus (Synergies -COS), Guillaume Laisnard, Jean-Luc Landelle (Elu Chéméré-le-Roi, Copil RDC), Simon Launay, Maude Laurent (salariée de Synergies), Jean-Pierre Le Scornet (Conseil régional des Pays de la Loire), Franck Lebossé (agent GAL Sud Mayenne), Thibault Lemaître (salarié de Synergies), Jacques Lefeuvre, Christophe Lemarié (Agent du conseil départemental), Michel Lemosquet, Lucille Leroux, Denis Leroux (DDT de la Mayenne), Dominique Levêque, Alain Marsollier (Elu Argentré, Copil RDC, membre du COS), Frédéric Mocher (Elu – Saint-Brice), Jean-Paul Nallet (Synergies) Aurélien Philippe (salarié FDCUMA 53), Julie Pinçon, Gweltaz Ramel (salarié de Synergies) Laetitia Rezé (Synergies), Gilles Riss, Clémence Rondeau (FDCIVAM 53), Alain Rondeau (Elu – Jublains), Christian Roger (Elu – Guipel), Jean-Claude Rubin, Jean-Paul Thuard, Emilie Trégouët (salariée Synergies), Marie-Noëlle Tribondeau (Biermé, Copil RDC).

■ Personnes excusées à l'AG

AJIT 53, Joël Balandraud (Evron), Loïc Bedouet (Conseil régional des Pays de la Loire), Guy Bourguin (Elu – CC Pays de Mayenne), Jean Brault, Anne-Gaëlle Carmillat (agent Changé), Adeline Charré (agent – Pays Vallée de la Sarthe), Guillaume Chevrollier (Député), Thierry Chrétien, Jean-Paul Coisnon (Elu – le Housseau-Brétignolles), Ghislaine Colin, Arlette Coutard, (Conseil de développement du Pays de Loiron), Yves Dauverchain, Christophe de Saint Jores (ADEME), Dominique de Valicourt, Laurence Deschamps (Elue – Châtelain), Bernadette Dumas (Synergies - COS), Marie Fabre (agent Conseil régional des Pays de la Loire), Aurélie Fauque (salariée de Synergies), Olivier Gaucher (Elu – Saint-Erblon), Claude Georget (Elu – Saint-Ouen-des-Vallons), Pierrick Gilles (Elu – Saint-Michel-de-la-Roë), Chantal Grandjean, Roger Guédon (Elu – Saint-Denis-d'Anjou), Philippe Henry (CC Pays de Château-Gontier), René Hérriau, Patrice Houtin (Elu – Azé, Copil RDC), Jean-Yves Laurent (Elu St Quentin les Anges, Copil RDC), Martine Letssier (Elue – Le Pas), Jean-Claude Louarn (Conseil de développement Pays de Haute Mayenne), Jean René Ménage (Elu – Châtelain, Copil RDC), Jean-Bernard Morel (Elu- Changé), Philippe Mottier, Justine Moussu, Francine Pelé (Conseil de développement du Pays de Loiron), Michel Perrier (Conseil régional des Pays de la Loire), Marianne Pichereau (Elue – Pré-en-Pail), Patrick Piquet (Elu – Champfrémont), Gérard Prioux (Elu – Saint-Fort), Benoit Quintard, Christian Quinton (Elu – Saint-hilaire-du-Maine, Copil RDC, membre du COS), Yasmine Rocher (Agent CC du Pays de Mayenne), André Rocton (Elu – le Ribay), Gilbert Rocton, Jean-Pierre Seingier, Jean Thareau (agent Conseil régional des Pays de la Loire), Patric Viot (DDT PTSM),

Thierry CLOTEAU
Président

